

# RESUME

Pour procéder à la **transformation d'une société** en une autre forme de société, il faut respecter un certain nombre de **conditions juridiques** : des formalités de publicité, les conditions spécifiques à la forme de société de départ et les conditions propres à la forme de société issue de la transformation.

Cette transformation a des **effets juridiques** et des **effets fiscaux**.

**Au plan juridique**, l'effet le plus important à retenir est le **maintien de la personnalité juridique**.

La transformation entraîne le transfert du patrimoine de la société transformée vers la société issue de cette transformation. Sont donc maintenus les contrats en cours, les dettes et les créances. Le mandat du CAC est également maintenu en vertu du principe de continuité du contrôle.

En revanche, la transformation entraîne la fin du mandat des organes de gestion ou de direction.

**Au plan fiscal**, la transformation peut avoir ou non pour effet une modification du régime fiscal de la société.

De cette modification, dépendront **l'imposition immédiate des bénéfices** et le versement de **droits d'enregistrement**.

# CORRIGES

## EXERCICES

### ★ EXERCICE 1 Transformation d'une SNC en SA ⌘ 15 minutes

1. Quelles sont les conditions de la transformation de cette société ?

#### Principes juridiques

Pour transformer une SNC en SA, il faut respecter les conditions de constitution de la forme de société choisie, la SA. La SA est composée de deux actionnaires au minimum (sept en cas d'offre au public de titres financiers). Elle doit avoir un capital minimum de 37 000 €. Les apports en industrie sont interdits. Les associés n'ont pas à avoir la capacité commerciale contrairement à la SNC. Par ailleurs, la présence d'un CAC est obligatoire dans la SA, ce qui n'est pas le cas de la SNC.

#### Application au cas

En l'espèce, la SNC est composée de trois associés qui pourront devenir actionnaires de la SA tant qu'ils ne souhaitent pas faire appel aux marchés financiers. Le capital social sera composé du fonds de commerce qui est un apport en nature autorisé dans la SA. Ce capital social aura un montant supérieur au minimum.

Les conditions de transformation de cette SNC en SA semblent respectées. Il faudra nommer un CAC si la SNC n'en avait pas.

2. Présentez les différentes étapes de cette transformation.

#### Principes juridiques

Pour transformer une SNC en SA, il est nécessaire de respecter plusieurs étapes :

- la décision de transformation doit être prise par les **associés en assemblée générale** selon la majorité fixée par les statuts. À défaut, la décision est prise à l'unanimité ;
- il faut l'intervention d'un **commissaire à la transformation** pour apprécier la valeur des biens composant l'actif social, vérifier que le montant des capitaux propres est au moins égal à la valeur du capital social et vérifier également les avantages octroyés aux associés. Le commissaire à la transformation procédera notamment à l'évaluation de l'apport en nature ;
- une fois la décision adoptée, il faut insérer **un avis dans un JAL** et déposer un **dossier d'immatriculation au RCS** avec publication au Bodacc. La société transformée sera radiée du RCS.

Le comité d'entreprise doit être informé et consulté sur la transformation avant que l'opération soit décidée. Il doit également être consulté sur toute mesure ayant un impact sur les salariés dans le cadre de cette transformation.

#### Application au cas

En l'espèce, pour transformer cette SNC en SA, les associés devront respecter les étapes précitées.

3. Quels en seront les impacts fiscaux ?

#### Principes juridiques

La transformation d'une SNC en SA a deux types d'impacts fiscaux :

- des **droits d'enregistrement** sont perçus lors de l'enregistrement du procès-verbal d'assemblée ayant décidé de la transformation. Cependant, la SNC étant soumise à l'IR et la SA à l'IS, il y a un changement de régime fiscal. Un droit spécifique de mutation est dû sur les immeubles et fonds de commerce. S'il n'y a que des apports en numéraire, seul le droit fixe des actes innomés est dû ;
- la **transformation avec changement de régime fiscal** a pour effet de rendre imposable le bénéfice courant comme une cessation d'activité. En revanche, les bénéfices en sursis d'imposition et les plus-values latentes ne sont pas imposés immédiatement à condition qu'aucune modification ne soit apportée aux écritures comptables et que ces impositions restent possibles dans le cadre du nouveau régime fiscal.

#### Application au cas

La transformation de cette SNC soumise à l'IR en SA soumise à l'IS aura les impacts fiscaux précités. Le montant des droits d'enregistrement pour les actes innomés est de 125 €.

### ★★ EXERCICE 2 Transformation d'une SARL en SNC ⌘ 20 minutes

1. À quelles conditions cette SARL pourra-t-elle être transformée en SNC ?

#### Principes juridiques

Pour transformer une SARL en SNC, il faut respecter les conditions de validité de la forme de société issue de la transformation, en l'espèce la SNC. Cette société doit avoir au minimum deux associés, ayant la capacité commerciale.

Les mineurs non émancipés n'ont pas la capacité commerciale. Tous les apports sont possibles et aucun minimum n'est exigé pour le capital social.

Par ailleurs, la décision de transformation doit être prise par les associés de la SARL à l'unanimité. La transformation en SNC a pour effet d'augmenter les engagements des associés. Les associés de la SARL ont une responsabilité limitée aux apports, ce qui n'est pas le cas des associés de la SNC qui ont une responsabilité indéfinie.

Enfin, les associés devront respecter les formalités nécessaires : publicité au JAL, dépôt d'un dossier au greffe du tribunal de commerce (ou auprès d'un CFE), modification du RCS et publicité au Bodacc. Si la SARL a un commissaire aux comptes, il devra établir un rapport sur la situation de la société.

#### **Application au cas**

Pour transformer leur SARL en SNC, les associés devront respecter les conditions précitées. Or, Grégory est mineur. Il n'a pas la capacité commerciale. Il ne pourra donc pas être associé de la SNC issue de la transformation.

Ce point sera le seul à poser problème pour procéder à cette transformation.

### **2. Pouvez-vous expliquer quels sont les risques encourus par Marion du fait de cette transformation ?**

#### **Principes juridiques**

Dans la SARL, les associés ont une responsabilité limitée aux apports. Dans la SNC, la responsabilité est indéfinie et solidaire. Les créanciers antérieurs à la transformation conservent leurs droits envers la société et ses associés. Ils bénéficient du statut le plus avantageux pour eux.

#### **Application au cas**

Le recours exercé par le créancier concerne une créance née lorsque la société était une SARL avec responsabilité limitée aux apports. Cependant, maintenant qu'elle est transformée en SNC, les associés ont une responsabilité indéfinie qui peut être invoquée par le créancier même si la créance est née avant la transformation.

### **3. Le créancier lui ayant envoyé ce commandement de payer obtiendra-t-il gain de cause ?**

#### **Principes juridiques**

La responsabilité des associés de SNC est une responsabilité subsidiaire. Elle ne peut être mise en cause qu'après avoir engagé la responsabilité de la société elle-même. Le créancier doit faire une mise en demeure par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas payé dans un délai de huit jours, alors le créancier peut engager la responsabilité personnelle, indéfinie et solidaire de l'associé.

#### **Application au cas**

En l'espèce, la SARL étant devenue une SNC, les créances sont transmises avec la possibilité pour les créanciers d'engager la responsabilité indéfinie et solidaire des associés de la SNC. Le créancier peut faire un recours contre Marion. Cependant, il doit d'abord mettre en demeure la société de payer. Ce n'est que si cette mise en demeure est vaine qu'il peut se retourner contre l'associé, ce qui n'est pas précisément présenté ici.

### **★★★ EXERCICE 3 La Route des Saveurs, extrait du sujet d'examen DSCG, session 2008 2 30 minutes**

Indiquez en quoi la proposition du comptable, si elle était adoptée, limiterait le coût fiscal de la constitution de la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence.

L'objectif du montage juridique proposé par le comptable est de limiter le coût fiscal de la constitution de la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence. Pour les parties, il s'agit de créer une SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence, filiale de la SA La Route des Saveurs holding, qui serait propriétaire du fonds de commerce jusque-là exploité par la SARL Couleurs d'Indes.

Il faut donc procéder à la création de cette SARL et à l'acquisition de ce fonds de commerce. À chacune de ces étapes, des droits d'enregistrement sont susceptibles d'être dus, ce que la proposition du comptable cherche à limiter.

Il faut envisager deux solutions : la solution la plus directe et celle proposée par le comptable.

#### **Solution 1, en deux étapes :**

1. La SA La Route des Saveurs holding apporte à la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence 120 000 €. Cela permet de constituer cette SARL, filiale de la SA.

Il s'agit d'un apport en numéraire, apport à titre pur et simple. Il est exonéré lors de la création de la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence.

2. Grâce à cet apport, la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence achète le fonds de commerce à la SARL Couleurs d'Indes pour 120 000 €.

L'achat d'un fonds de commerce est soumis à droits d'enregistrement par l'acquéreur : exonération jusqu'à 23 000 € ; taux de 3 % de 23 000 € à 200 000 €.

Les droits dus par la SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence seront de : 2 910 €, soit  $(120\,000\,€ - 23\,000\,€) \times 3\%$ .

**Total des droits à payer : 2 910 €**

**Solution 2, en trois étapes :**

1. Apport par la SARL Couleurs d'Indes de son fonds de commerce lors de la constitution de la SA Route des Saveurs Aix-en-Provence. Il s'agit d'un apport à titre pur et simple fait par une société soumise à l'IS à une société soumise à l'IS. Cet apport est exonéré.

2. Vente des parts de la SA Route des Saveurs Aix-en-Provence par la SARL Couleurs d'Indes à la SA La Route des Saveurs holding afin que la SA Route des Saveurs Aix-en-Provence soit la filiale de la SA La Route des Saveurs holding.

Les droits dus par la SA La Route des Saveurs holding concerne la cession des actions. Elle est soumise à un droit d'enregistrement de 0,1 % sans aucun plafond, soit ici un montant de 120 €

3. Transformation de la SA Route des Saveurs Aix-en-Provence en SARL Route des Saveurs Aix-en-Provence : la transformation d'une société IS sans changement de régime fiscal n'a pas d'incidence sur les apports initialement faits en exonération de droits, la société dont les titres sont cédés étant à l'IS. En revanche, cette transformation doit être soumise au droit fixe des actes innomés de 125 €

**Total des droits à payer : 120 + 125 = 245 €**

Le montage juridique proposé par le comptable permettra une économie des droits d'enregistrement.